La Grèce avait aussi son Archipel du Goulag

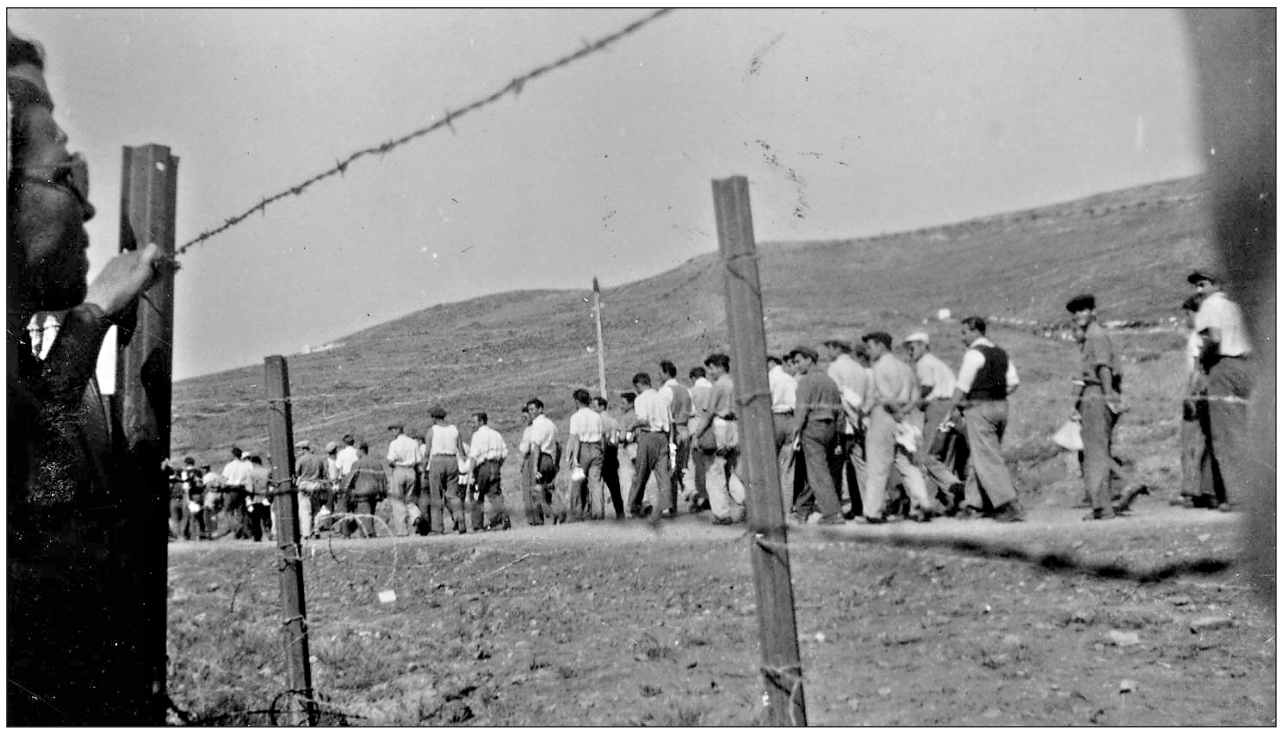
HISTOIRE • Dans sa «lutte contre le communisme», des gouvernements grecs successifs déportèrent les opposants de gauche dans les îles pour y être «rééduqués», réinventant ainsi, sous une forme plus barbare, l'ostracisme antique.

L'existence de lieux d'exclusion en Grèce est aussi vieille que l'histoire du pays. Dans l'Antiquité, réunis en assemblée, les habitants de la cité examinaient s'il y avait lieu d'organiser un vote de défiance à l'égard d'un homme politique; dans l'affirmative, les votants gravaient sur un tesson de céramique, l'*ostrakon*, le nom de celui qui méritait le ban. Il s'agissait d'un éloignement politique de dix ans au maximum susceptible d'être abrégé.

Peu après sa libération des Ottomans au 19ème siècle, les «forces garantes» (Royaume-Uni, France, Russie) imposèrent à la Grèce un roi, un prince bavarois de 17 ans qui vint au pays accompagné d'une kyrielle de conseillers et de 3'500 soldats. Les citoyens qui voulurent leur souhaiter la «mal-venue» furent déportés.

Au 20ème siècle, alors que la résistance commençait à s'organiser, le pouvoir renoua avec la pratique répressive et fonda un camp sur la petite île de Folégandros. Il lui était primordial d'étouffer la lutte syndicale, coordonnée depuis 1918 par la Confédération Générale des Travailleurs Grecs (GSSE), et d'empêcher des anarchistes ainsi que le tout nouveau Parti socialiste ouvrier grec (communiste) à propager leurs idées. En effet, les premiers déportés furent des socialistes radiés de la GSSE, rejoints rapidement par d'autres syndicalistes.

Dans les années vingt, le pays dut accueillir un million et demi de réfugiés Grecs provenant d'Asie Mineure. Leur reclassement s'avéra difficile car il manquait des logements et des postes de travail. Une grande partie des recettes fiscales était engloutie par le service de la dette externe. Les salaires baissaient, le chômage était endémique. Eviter l'explosion sociale devint l'obsession des deux partis politiques qui se relayaient au pouvoir. Le moderniste Vénizelos fit voter en 1929 une loi réprimant aussi bien les idées que les actes «subversifs». De ce fait, la grève devint illégale, les syndicats furent de facto dissous. De nouveau, on recourut à la déportation pour museler les opposants. La machine répressive était bien rodée quand Metaxas vint au pouvoir, en 1936. Le dictateur intensifia la surveillance et peaufina la loi de «protection de l'ordre social établi» introduisant la clause du «repentir»: l'opposant qui reniait son engagement social antérieur était absous. La loi liberticide ne fut supprimée qu'au 1974, au lendemain de la chute des colonels!



Dans l'Ecole spéciale de rééducation de femmes du camp de Makronissos, une déportée regarde au travers des barbelés le transfert des exilés politiques isolés. Photo prise par une caméra cachée en 1950.

Archive de Nikos Margaris / ASKI

Quand les îles rimaient avec exil et anéantissement

La déportation, prononcée par les commissariats de police, permettait de faire l'économie d'une intervention judiciaire et offrait d'autres «avantages»: les lieux de détention, loin des centres urbains, s'avéraient efficaces pour isoler et anéantir autrui sans qu'il y ait de témoins. Au niveau financier, improviser des camps revenait moins cher que construire et faire fonctionner des prisons en ville. L'on rassemblait des bannis près d'un port, des navires militaires les déversaient sur des îles arides où l'on manquait de tout: pas d'électricité, pas de téléphone, à certains endroits il fallait même attendre l'arrivée du bateau-citerne pour se réapprovisionner en eau potable. Amorgos, Giaros, Ios, Agios Efstratios, ont vu défiler des centaines de déportés. La coupure du reste du monde était totale, le bateau de ligne n'y accostait qu'une ou deux fois par mois. Les exilés condamnés à subir la déportation en milieu carcéral – sanction aggravée – furent astreints à l'édification de leurs propres prisons. Les autres recevaient à leur arrivée une tente bien usée qu'il fallait planter quelque part à l'intérieur du périmètre surveillé. On leur versait un pécule censé couvrir leurs besoins, il leur appartenait d'organiser leur vie ou plutôt leur survie: se nourrir, se protéger des intempéries, lutter pour avoir de l'eau potable, affronter les maladies contagieuses. Pour avoir un peu de dignité, ils construisirent des latrines, des douches, des cuisines. Ils mirent sur pied les «comités de vie commune» qui avaient pour tâche de distribuer les «travaux domestiques», d'encaisser les écots pour les frais de nourriture, de prévenir ou de désamorcer les conflits entre déportés. En outre, ces comités s'occupaient de la solidarité et de la culture.

La guerre civile (1946-1949) eut comme conséquence une augmentation vertigineuse des déportations. De nouveaux centres devaient accueillir aussi les proches des subversifs, «contaminés». Ikaria, pas loin de la frontière turque, s'y prêtait bien. Ses quelques 11'000 habitants se sont vus imposer l'hébergement de 15'000 déportés. Ils y furent bien accueillis et à leur tour ils aidèrent les paysans à cultiver les champs, à retaper une école en ruines, à se soigner: un pneumologue y fonda un sanatorium et soigna camarades déportés et paysans. «Dommage collatéral», les Ikariotes furent acquis aux idéaux socialistes. ■

Anna Spillmann

Makronissos, le Dachau des communistes grecs

Entre 1946 et 1958, près de 100'000 résistants et opposants au régime, principalement communistes, ont été enfermés, torturés et tués sur cette île désertique des Cyclades proche d'Athènes dans un camp de «rééducation» financé par le plan Marshall.

En 1946, quand ailleurs on fermait les derniers camps nazis, la Grèce inaugura le camp de Makronissos. C'est sur cette île aride et inhabitée située juste en face du Cap Sounion, longue de 3 km et large de 400 à 500 mètres, que les Britanniques, spécialistes ès répression coloniale, aidèrent les Grecs à mettre sur pied le centre de «rééducation nationale». Le centre fut financé par les fonds du plan Marshall, applaudi par les adeptes de la doctrine Truman et toléré par les Soviétiques. Ses quatre camps accueillirent militaires et civils, femmes ou hommes, tous suspectés de sympathiser avec la gauche. L'on y décomptait 20'000 âmes en 1947.

A Makronissos, la «rééducation nationale» selon le gouvernement grec devait transformer les «traîtres à la patrie» en «citoyens modèles». Toutes les méthodes étaient bonnes. Loin de témoins, les tortionnaires pouvaient donner libre cours à leur imagination maladive, pour obtenir des déclarations de repentir. Ils avaient l'ambition que leur exemple inspire d'autres pays du «monde libre». Sur place, on éditait le mensuel de propagande *Anamorphosis*, et Radio Makronissos émettait jour et nuit sa propagande abjecte. Les slogans scandés, amplifiés par le vent, rendaient illusoire le repos nocturne des détenus. A partir de 1947 les déportés – comme tous les opposants du régime – étaient soumis à la justice militaire, qui prévoyait la peine de mort. De nombreux prisonniers furent froidement tués sur l'île. Lorsqu'en 1958 Makronissos cessa d'être un centre de détention et que les exilés encore en vie furent transférés ailleurs, le camp avait hébergé près de 100'000 personnes.

En plus des militants communistes, des soldats jugés peu sûrs étaient condamnés par la justice militaire à des peines de relégation sur l'île de Makronissos.

col. Nitsa Gavriilidou

Des enfants vivaient dans le camp de Makronissos, comme cette petite fille se rafraîchissant dans une bassine remplie d'eau de pluie. En été, la chaleur dans les tentes étaient insupportable.

col. Nitsa Gavriilidou

Un hommage suisse et cinématographique aux déportés

La lecture d'œuvres d'anciens déportés a motivé le cinéaste Olivier Zuchuat à poser son regard sur Makronissos. Son documentaire *Comme des lions de pierre à l'entrée de la nuit* rend hommage aux déportés qui y ont vécu. Antérieurement, le Suisse s'était penché sur l'Afrique. Son *Djourou, une corde à ton cou* décrit les conséquences du surendettement et *Au loin des villages* relate le quotidien de paysans déracinés suite à la guerre du Darfour. Pour faire le film sur la Grèce, il a consulté des archives privées et publiques à Athènes, scruté des centaines de photos et réalisé de nombreuses interviews d'anciens déportés. Leurs témoignages ont confirmé son intuition: tout est dit dans l'œuvre des poètes Yannis Ritsos et Tassos Livaditis, qui avaient été détenus sur l'île de Makronissos, classée maintenant monument historique.

Le Suisse n'avait plus qu'à tourner les images illustrant leur parole. Le tournage sur l'île désertique de Makronissos eut lieu de jour comme de nuit, avec des interruptions dues à des tempêtes de vent. Par sa maîtrise subtile des ressources optiques et acoustiques, Olivier Zuchuat tantôt renforce, tantôt atténue l'impact du son et de la lumière sur le spectateur. Il ne montre jamais la violence de face, mais elle est installée dès les premières images. Un détenu avait écrit «subir la torture est moins horrible qu'ouïr les cris des suppliciés». Le spectateur qui entend le hurlement du vent croit entendre ceux qui sont torturés. En quittant la salle, on ressent le besoin de respirer profondément et de crier «plus jamais ça!» La coproduction franco-helvéto-grecque lutte contre l'oubli. Tandis que les fascistes grecs dénient les atrocités commises sur Makronissos et plaident l'ouverture de camps de déportation, il est excellent que le Suisse nous rafraîchisse la mémoire. Les Grecs lui en seront reconnaissants. ■

ASn

Comme des lions de pierre à l'entrée de la nuit est encore visible au Cinéma BIO de Carouge tous les jours à 14h jusqu'au 9 avril. Le DVD sortira en septembre. Site du film: www.commedeslionsdepierre.net